

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2322>



Arnaud Malaisé : L'enjeu de la marche contre les violences policières du 19 mars

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2016-2017 - Conseil national de mars 2017 -



Date de mise en ligne : vendredi 10 mars 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Lieux de relégation spatiale, les banlieues concentrent les inégalités.

Parmi les quasi 5 millions d'habitants des quartiers labellisés politiques de la ville, l'Insee en dénombre 27% au chômage contre 10% nationalement, 42% sont sous le seuil de pauvreté contre 14% nationalement, les contrats précaires y sont deux fois plus nombreux qu'ailleurs...

À cette situation sociale extrêmement dégradée dans les quartiers populaires, il faut y ajouter racisme et discriminations qui s'exercent sur différents champs, notamment l'accès à l'emploi, l'accès aux services publics et le rapport à la police.

C'est dans ce contexte que s'exercent les violences policières illustrées récemment par la mort d'Adama Traoré et le viol de Théo.

Pas plus que sur la lutte contre les inégalités sociales dans les quartiers populaires, où son action a été quasi inexistante durant 5 ans, le gouvernement n'entend apporter des réponses convaincantes sur le rapport à la police dans ces quartiers.

Au contraire, l'examen en urgence du texte de loi sur la sécurité publique, élargissant notamment le cadre de la légitime défense et censé répondre aux manifestations nocturnes de quelques policiers cagoulés à l'automne, s'est poursuivi comme si de rien n'était et la loi a été votée par le Parlement tandis que les premières manifestations de soutien à Théo et de dénonciation des violences s'organisaient.

Pourtant, le démantèlement des brigades régulièrement incriminées, BAC et BST, ou la mise en place du récépissé de contrôle d'identité sont, elles, des mesures urgentes à prendre.

Mais, depuis 2012, on assiste au contraire de la part du gouvernement à une inflation de mesures sécuritaires et liberticides. Citons pêle-mêle l'État d'urgence permanent, des manifestations interdites ou cadenassées par la police avec de nombreux blessés et un mort, Rémi Fraisse...

La marche du dimanche 19 mars à Paris pour la justice et la dignité sera l'occasion d'exprimer notre colère face à ce bilan, face aux violences policières, face au racisme...

Cette manifestation va de plus permettre une jonction entre des organisations plus « traditionnelles » comme les syndicats ou les associations antiracistes et de nouvelles formes d'organisation issues notamment des quartiers populaires.

Une jonction bienvenue qu'il s'agira ensuite de développer pour s'attaquer ensemble plus globalement aux inégalités.